

BRÈVES SECTORIELLES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°2024-04 du 1^{er} mars 2024

En bref

Énergie

1. Le Chhattisgarh accueille le plus grand site d'Inde couplant production solaire et stockage par batterie, mais reste un État dépendant du charbon à 98%.
2. L'Inde adopte des mesures pour simplifier et accélérer les procédures pour installer des panneaux solaires en toiture et injecter l'électricité produite sur le réseau électrique.

Transports

3. Le premier Ministre Narendra Modi a annoncé le lancement de 2000 projets d'infrastructures ferroviaires d'un montant cumulé de 4,6 Mds EUR.
4. Le Ministère des ports, du transport maritime et des voies navigables a lancé pour 34 MEUR de projets de développement des voies navigables dans les Etats du Nord-Est de l'Inde.

Ville

5. SciencesPo Paris lance un double master en Inde sur les questions de développement urbain international, en partenariat avec le Tata Institute of Social Science à Bombay.
6. Neuf États indiens de montagne bénéficient d'un programme spécial d'aide pour juguler le développement urbain non contrôlé.

Environnement

7. Le mauvais usage du glyphosate au Bangladesh exacerbe le danger pour les écosystèmes et les travailleurs agricoles.

8. La Cour Suprême suspend temporairement la loi adoptée en août 2023 sur la conservation des forêts suites aux vives revendications d'experts et d'activistes opposés à ce texte.
9. Un rapport du Think Tank WRI a développé une méthodologie pour caractériser l'impact différentiel du changement climatique sur les minorités et les classes défavorisées en milieu urbain en Inde.

Numérique

10. Le gouvernement indien a augmenté le nombre d'agences gouvernementales autorisées à détruire les preuves d'instructions d'interception, de surveillance et de décryptage d'information, suscitant de vives critiques de la part de l'opposition.
11. Vijay Shekhar Sharma, PDG de PayTM, démissionne du conseil d'administration de sa banque de paiement qui fait face depuis plusieurs semaines à des difficultés liées à des manquements à la réglementation.

Énergie

Le Chhattisgarh accueille le plus grand site d'Inde couplant production solaire et stockage par batterie, mais reste un État dépendant du charbon à 98%.

Le Premier Ministre Narendra Modi a inauguré le 24 février le plus grand projet de stockage d'énergie (Battery Energy Storage System, BESS), couplé à une centrale solaire. Ce projet illustre la volonté du gouvernement de développer massivement des capacités renouvelables intermittentes en les associant à des capacités de stockage, notamment par batteries.

Cette centrale solaire-batterie comporte 40MW de capacité de stockage couplée à 100 MW de capacité solaire. Le projet est géré par l'agence publique SECI (Solar Energy Corporation in India Limited) et a été développé par Tata Power. Le groupe de la Banque mondiale a contribué au financement du projet via deux prêts d'un montant total de 178 M USD et d'une subvention à hauteur de 20 M USD. L'électricité produite sera vendue à l'opérateur de distribution d'électricité de l'État (la discom Chhattisgarh State Power Transmission Company Limited, CSPTCL).

Ce projet contribuera à aider le Chhattisgarh à respecter ses obligations en matière d'achats d'électricité renouvelable. En effet, le Chhattisgarh reste très dépendant au charbon qui correspond d'après le think tank Niti Aayog à 98,5% de son mix électrique en 2019. De fait en 2023, pour respecter ses obligations en matière d'achat d'électricité renouvelable, l'opérateur de distribution d'électricité CSPTCL aurait dû acheter 13 millions de Certificats d'Energie Renouvelables (REC) pour compenser son électricité carbonée. Or dans le pays seuls 5 millions de REC étaient échangés sur le marché. A noter néanmoins que la capacité de cette centrale solaire-batteries reste limitée, le parc solaire représente 4,3% de la puissance installée de l'État et injectera sur le réseau seulement 0,5% de la production électrique.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

L'Inde adopte des mesures pour simplifier et accélérer les procédures pour installer des panneaux solaires en toiture et injecter l'électricité produite sur le réseau électrique.

Dans sa stratégie de déploiement massif de capacités solaires, le gouvernement indien souhaite développer la production décentralisée d'électricité renouvelable. La production solaire sur les toits des bâtiments résidentiels représente un potentiel exploitable estimé à 118 GW. Le gouvernement pousse son développement, mais seulement 11 des 40 GW ciblés en 2022 étaient installés. L'objectif a donc été décalé en 2026 et le gouvernement a annoncé en janvier dernier un programme pour équiper dix millions de foyers en panneaux photovoltaïques en un an.

Dans la continuité, le gouvernement vient d'amender l'Electricity (Rights of Consumers) Rules pour simplifier et accélérer les procédures pour installer des panneaux solaires en toiture et injecter l'électricité produite sur le réseau électrique.

Les simplifications pour les ménages sont nombreuses pour fluidifier ce marché, notamment des autorisations de connexion simplifiées pour les bornes de chargement des véhicules électriques, davantage de liberté sur le choix de raccordement au réseau électrique pour les bâtiments résidentiels, davantage de droits pour le consommateur sur le système de net metering, raccourcissement des délais pour les autorisations de la part des opérateurs de distribution d'électricité ...

Ces modifications sont saluées par des experts du secteur même si cela risque de fragiliser les opérateurs de distribution d'électricité (discoms) déjà très vulnérables financièrement en leur imposant des délais plus courts et des coûts de raccordement au réseau plus importants. Le succès du développement de la production décentralisée d'électricité solaire dépendra de la capacité de l'Etat à assainir la situation financière de ces discoms.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Transports

Le premier Ministre Narendra Modi a annoncé le lancement de 2000 projets d'infrastructures ferroviaires d'un montant cumulé de 4,6 Mds EUR.

Le Premier ministre Narendra Modi a annoncé le lancement de 2 000 projets d'infrastructures d'une valeur cumulée de plus de 4,6 Mds EUR, marquant ainsi une avancée significative vers la modernisation des infrastructures ferroviaires du pays. Une partie de ces projets fait partie du programme *Amrit Bharat Station*, lancé en février 2023, visant initialement la rénovation de 508 gares, puis révisé à 553 gares en février 2024. Le programme vise à améliorer les installations pour les passagers et à intégrer la gare au développement urbain dans une perspective multimodale. Réparties dans 27 États et Territoires de l'Union, ces gares sont en cours de rénovation pour un coût dépassant 2,12 Mds EUR.

En parallèle de ce programme, le Premier ministre a lancé la construction de 1 500 passages supérieurs ou inférieurs à travers différents États. Représentant un investissement de 2,4 Mds EUR, ces travaux visent à résoudre les problèmes de congestion et à renforcer la connectivité ferroviaire. Ces projets accordent une priorité à l'intégration environnementale et à l'accessibilité, notamment pour les personnes à mobilité réduite. La conception des bâtiments s'inspirera également de la culture, du patrimoine et de l'architecture de la ville bénéficiaire.

Les principales gares choisies comprennent celles de Gomti Nagar en Uttar Pradesh inaugurée à l'occasion, et de Tilak Bridge à Delhi. L'objectif général de cet investissement substantiel est de moderniser l'infrastructure ferroviaire, d'améliorer les équipements pour les passagers, de stimuler le développement urbain et de développer la multimodalité.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Le Ministère des ports, du transport maritime et des voies navigables a lancé pour 34 MEUR de projets de développement des voies navigables dans les Etats du Nord-Est de l'Inde.

Sarbananda Sonowal, Ministre des ports, du transport maritime et des voies navigables, a lancé plusieurs projets de développement des voies navigables dans la région du Nord-Est de l'Inde. Ces projets, d'un montant total de 34 MEUR, comprennent notamment l'inauguration de différents terminaux: un terminal passagers-marchandises à Bogibeel près de Dibrugarh, un terminal de transport fluvial à Sonamura dans le Tripura, et la modernisation des terminaux à Karimganj et Badarpur en Assam. Le Ministre a également annoncé que l'affectation de 19 navires de passagers sur les voies navigables nationales 2 (NW-2) et 16 (NW-16) et le déploiement de deux catamarans électriques à Guwahati, améliorant les options de transport local et favorisant le transport fluvial décarboné dans la région.

Ces initiatives s'inscrivent dans la volonté du gouvernement de développer la connectivité régionale et le transport fluvial pour atteindre une part modale de 5% du transport de marchandises d'ici 2030, tout en contribuant à la vision maritime Amrit Kaal 2047 du Premier Ministre.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Ville

SciencesPo Paris lance un double master en Inde sur les questions de développement urbain international, en partenariat avec le *Tata Institute of Social Science à Bombay*.

Sciences Po lance à la rentrée prochaine son premier double diplôme de niveau Master en Inde, en partenariat avec l'école d'études sur l'habitat du *Tata Institute of Social Sciences* (TISS), à Bombay. Ce programme de deux ans, dispensé en anglais, se concentrera sur les questions de développement urbain international. La première année sera enseignée à Paris et la seconde à Bombay. Ce programme permettra aux étudiants de s'immerger dans deux contextes urbains différents et de proposer des solutions innovantes en matière de gouvernance et politiques publiques urbaines.

[En savoir plus](#)

Neuf États indiens de montagne bénéficient d'un programme spécial d'aide pour juguler le développement urbain non contrôlé.

Avec la multiplication des catastrophes naturelles dont la mousson destructrice de l'été 2023, les États montagneux du Nord et du Nord-Est de l'Inde ont désormais pris conscience de l'importance de mieux encadrer le développement urbain généré par le tourisme. Sur la base des recommandations du Ministère du logement et des affaires urbaines (MoHUA), un régime spécial d'aide à l'investissement est alloué à neuf États du Nord et du Nord-Est de l'Inde (Uttarakhand, Tripura, Manipur, Himachal Pradesh, Meghalaya, Mizoram, Nagaland, Arunachal Pradesh et Sikkim). Ces derniers accueillent un grand nombre de touristes et souffrent d'un développement urbain et d'une occupation des sols non planifiés. Ces États sont notamment victimes de glissements de terrain et d'inondations soudaines, comme à Shimla, dans l'Himachal Pradesh, en août 2023. Les zones touristiques ne sont pas non plus couvertes par les municipalités existantes et ne disposent pas de schémas directeurs urbains ou de plans de mobilité intégrés. Grâce à ce nouveau régime, ces États peuvent obtenir des prêts à taux zéro sur 50 ans pour mettre en place des mesures pour améliorer la planification et le développement des zones urbaines. Ce besoin de planification s'étend à la mobilité avec la proposition de développement de zones piétonnes et de systèmes de transport par câble (comme le projet de Shillong au Meghalaya).

[En savoir plus](#)

Environnement

Le mauvais usage du glyphosate au Bangladesh exacerbe le danger pour les écosystèmes et les travailleurs agricoles.

La production de thé représente environ 1% du PIB du Bangladesh et provient en majorité de l'agriculture conventionnelle avec un usage fréquent du glyphosate. Cet herbicide non sélectif à large spectre est très répandu et a une toxicité controversée dans le cadre d'un usage maîtrisé et réglementé. Au Bangladesh, son utilisation par des agriculteurs peu informés accroît le risque pour les écosystèmes en menaçant une partie de la flore sauvage et de la faune qui en dépend, notamment les pollinisateurs. Son épandage durant la saison des pluies favorise sa diffusion dans les sols et dans les eaux souterraines.

L'autorisation d'épandage du glyphosate est source de polémiques dans le pays depuis de nombreuses années. En 2020, la Cour Suprême avait demandé au gouvernement de présenter un plan de sortie du glyphosate mais aucune initiative concrète n'a encore été prise, ce dernier souhaitant avant tout trouver une alternative économiquement viable. Face à ces problématiques, l'Institut de recherche sur le thé du Bangladesh tente d'instaurer des campagnes d'information auprès des travailleurs agricoles en vue de limiter les risques pour leur santé et pour l'environnement.

[En savoir plus](#)

La Cour Suprême suspend temporairement la loi adoptée en août 2023 sur la conservation des forêts suites aux vives revendications d'experts et d'activistes opposés à ce texte.

Le *Forest Amendment Act*, promulgué en août 2023 qui facilitait les projets d'afforestation et l'instauration d'activités économiques au sein de forêts protégées, a été suspendu par la Cour Suprême Indienne. Cette décision fait suite à une série de pétitions portées par d'anciens fonctionnaires du Service des forêts et des ONG environnementales. La pétition souligne le potentiel déclassement de près de 197 000 km² de forêts (soit un tiers de la superficie de la France), ainsi que le développement d'activités non forestières comme des zoos et safaris au sein de forêts. La Cour a ordonné aux Etats d'affiner la définition des zones forestières sur leur territoire conformément à la définition lexicale et à une directive de la Cour de 1996 peu respectée jusqu'à présent. Le Ministère de l'environnement, de la forêt et du changement climatique n'a pas encore réagi à cette décision.

Si la décision de la Cour Suprême a été saluée par les pétitionnaires, certains experts appellent à la prudence quant au processus de définition des forêts qui sera mis en place dans chaque Etat. Ils soulignent également le manque d'inclusion des communautés locales et de leur expertise au sein des instances de décision.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Un rapport du Think Tank WRI a développé une méthodologie pour caractériser l'impact différentiel du changement climatique sur les minorités et les classes défavorisées en milieu urbain en Inde.

Le Think Tank WRI India a publié ce mois-ci un rapport exposant une méthodologie et une série de recommandations pour intégrer la notion d'équité dans la gestion du changement climatique et dans l'aménagement urbain en Inde. La méthodologie se concentre sur (i) l'identification des aléas ainsi que sur (ii) l'exposition et (iii) la vulnérabilité des populations et infrastructures à ces derniers selon des facteurs socio-économiques, politiques et culturels. Ce rapport appelle entre autres à instaurer des démarches participatives garantissant aux minorités et aux classes défavorisées la possibilité d'être prises en compte dans les plans d'aménagement urbains. Le manque d'information des populations défavorisées à la gestion des risques est également souligné alors même que ces dernières sont les plus vulnérables et les plus exposées aux aléas dans la majorité des villes indiennes.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Numérique

Le gouvernement indien a augmenté le nombre d'agences gouvernementales autorisées à détruire les preuves d'instructions d'interception, de surveillance et de décryptage d'information, suscitant de vives critiques de la part de l'opposition.

Le ministère de l'électronique et des technologies de l'information (MeitY) a annoncé des modifications dans un décret d'application de la loi de 2009 sur les technologies de l'information concernant la procédure et les garanties en matière d'interception, de surveillance et de décryptage des informations. Le terme "*agence de sécurité*" a été remplacé par "*autorité compétente et agence de sécurité*". Ainsi, cet amendement augmente le nombre d'agences gouvernementales autorisées à effacer les enregistrements contenant des instructions d'interception, de surveillance ou de décryptage d'informations données par des agences chargées de l'application de la loi. Le pouvoir d'effacer ces enregistrements appartenait auparavant à dix agences (dont le Bureau de renseignement, le Bureau de contrôle des stupéfiants, la Direction de l'application de la loi, etc.), mais désormais les directeurs généraux (Secretary) des ministères de l'intérieur des États fédérés et de l'État fédéral seront habilités à le faire. A quelques mois des élections générales, les membres des partis de l'opposition, des journalistes et des activistes ont exprimé de fortes craintes sur cette annonce car elle permet d'effacer des preuves de demande d'espionnage de la part du gouvernement au pouvoir. Cet amendement intervient trois mois après des tentatives de surveillance et de piratage perpétrées en octobre 2023 à l'encontre de personnes de l'opposition.

[En savoir plus](#)

Vijay Shekhar Sharma, PDG de PayTM, démissionne du conseil d'administration de sa banque qui fait face depuis plusieurs semaines à des difficultés liées à des manquements à la réglementation.

M. Vijay Shekhar Sharma, cofondateur et PDG de PayTM, la plus grande licorne du secteur des fintech en Inde, a démissionné de son poste de président non exécutif de Paytm Payments Bank Limited (PPBL) le 26 février. PPBL fait l'objet d'un examen minutieux de la part de la banque centrale indienne RBI, pour des manquements à la réglementation et des problèmes de gouvernance. La RBI a interdit à PPBL d'acquérir de nouveaux clients et lui a donné jusqu'au 15 mars pour transférer tous ses clients vers d'autres banques avant de cesser toutes ses activités.

Le conseil d'administration a été reconstitué avec des administrateurs indépendants. Ces derniers se concentreront sur le respect des règles et cette action vise à rassurer l'autorité de régulation. En parallèle, la Ministre des finances, Mme Sitharaman, a rencontré des représentants du secteur des fintech et a notamment déclaré que le processus de vérification de l'identité des clients (*know your customer - KYC*), à l'origine des manquements à la réglementation de la part de PPBL, sera simplifié et rationalisé.

[En savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>